



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 18 avril 2014

LUNTUMBUE Michel, *Retrait tchadien de la Centrafrique. Quelles conséquences pour la paix en RCA ?*, Éclairage du GRIP, 18 avril 2014.

<http://www.grip.org/fr/node/1274>



ÉCLAIRAGE

RETRAIT TCHADIEN DE LA CENTRAFRIQUE

Quelles conséquences pour la paix en RCA ?

Par **Michel Luntumbue**

18 avril 2014

Survenant après la mort d'au moins 30 civils et plus de 300 blessés, sur un marché de Bangui le 29 mars dernier¹, l'annonce, le jeudi 3 avril, du retrait du contingent tchadien de la MISCA, Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, pourrait fragiliser les efforts de pacification du pays entrepris depuis décembre 2013.

La succession, depuis décembre, d'incidents violents impliquant les troupes tchadiennes participant à la force de l'Union africaine (UA) déployée en République centrafricaine (RCA), est à l'origine d'un climat d'hostilité à l'égard du contingent tchadien, souvent accusé par la population d'être proche de l'ancienne rébellion de la Séléka.

Cette dernière, constituée pour l'essentiel de musulmans, avait pris le pouvoir à Bangui le 24 mars 2013, avant de le céder sous la pression de la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale), en janvier 2014. En dépit de la désignation d'un nouveau gouvernement de transition, dirigé par l'ancienne maire de Bangui, Catherine Samba-Panza, la RCA reste en proie à la division et aux violences intercommunautaires à connotation confessionnelle.

Considérée comme l'une des plus aguerries d'Afrique, l'armée tchadienne contribuait pour environ 850 hommes, sur les 6 000 soldats que comptait la force de maintien de la paix de l'UA, la MISCA. Le retrait des forces tchadiennes constitue, à l'évidence, un facteur d'affaiblissement de la MISCA au regard des défis sécuritaires et humanitaires que connaît la RCA, mais aussi un écueil majeur dans la perspective du déploiement de la mission de maintien de la paix des Nations unies prévu en septembre.

Haro sur le Tchad ?

Le Tchad entretient depuis deux décennies d'étroites relations d'interdépendance et d'influence avec son voisin centrafricain, qui résultent notamment du partage, dans leur frange frontalière, de la même continuité et des mêmes clivages socio-culturels et communautaires. La fragilité de l'État centrafricain et l'instabilité chronique dans ce pays sont parmi les facteurs déterminants de l'influence tchadienne dans le pays. Déjà confronté à d'autres foyers d'instabilité à ses frontières communes avec le Nigeria et la Libye notamment, le Tchad est en effet particulièrement préoccupé par la sécurisation de sa frontière avec la RCA. La politique d'influence tchadienne en RCA s'explique également par la présence de milliers de ressortissants tchadiens en Centrafrique. Au plus fort des violences intercommunautaires, l'armée tchadienne a procédé à l'évacuation de milliers de civils musulmans menacés.

La Centrafrique s'est enfoncée dans un cycle de tueries intercommunautaires, à la suite de mois d'exactions perpétrées par les combattants de la coalition Séléka qui avait pris le pouvoir en mars 2013, avant d'être contraints de le quitter en janvier dernier. La fin du régime de la Séléka et le désarmement d'une partie de ses combattants par les forces africaines de la MISCA appuyées par les forces françaises de l'opération *Sangaris*, ont laissé la minorité musulmane, souvent associée par la population aux ex-rebelles de la Séléka, à la merci des repréailles des milices d'autodéfense, dites *anti-Balaka*, qui comptent dans leurs rangs des partisans de l'ancien président déchu François Bozizé. Des milliers de musulmans ont ainsi quitté le pays depuis plusieurs mois.

Hostilité à l'égard du contingent tchadien

Sans surprise, les premiers témoignages de la population de Bangui sur les incidents du 29 mars, mettent en cause le comportement des soldats tchadiens, accusés d'avoir délibérément tiré, sans provocation aucune, sur un marché bondé de civils non armés. Les conclusions de l'équipe des observateurs des droits de l'homme de la MISCA affirment cependant que le contingent tchadien de la MISCA est tombé dans une embuscade tendue par des éléments des anti-Balaka, et a riposté en légitime défense. Les enquêteurs de la MISCA revoient par ailleurs à la baisse, les estimations du nombre des personnes décédées, sur la base d'informations recoupées de diverses sources, et qui varient entre 6 et 13 victimes².

Les déclarations hâtives incriminant les troupes tchadiennes expliquent en partie l'exaspération des autorités de N'Djamena. Le climat d'hostilité à l'égard du contingent tchadien et, plus globalement, à l'encontre des populations tchadiennes et musulmanes vivant en RCA sont parmi les éléments justifiant la décision du retrait du contingent tchadien. Les autorités de N'Djamena estiment dans la déclaration motivant ce retrait, faire l'objet d'une campagne de

stigmatisation systématique depuis plusieurs mois, malgré les sacrifices consentis par leurs troupes le cadre de la mission de paix en RCA :

« Malgré les sacrifices consentis, le Tchad et les Tchadiens font l'objet d'une campagne gratuite et malveillante tendant à leur faire porter la responsabilité de tous les maux dont souffre la RCA. Face à ces accusations répétées, le Tchad, après avoir informé la présidente de la transition centrafricaine, la présidente de la Commission de l'Union africaine et le secrétaire général des Nations unies, décide du retrait du contingent tchadien de la Misca³».

Le retrait du Tchad représente une victoire provisoire des milices anti-Balaka, qui avaient ciblé les forces de l'UA par des attaques répétées au cours du mois de mars, dès lors que la MISCA avait désigné les anti-Balaka comme l'un des obstacles à la paix. Le vide sécuritaire laissé par le Tchad pourrait cependant laisser libre court à l'entreprise de « nettoyage confessionnel » et au départ des dernières communautés musulmanes de Bangui, espéré par les plus radicaux des anti-Balaka.

La MINUSCA sans le Tchad ?

L'annonce du retrait tchadien intervient au moment où les forces africaines et françaises engagées dans la stabilisation de la RCA, réclament des renforts, notamment pour sécuriser les localités de province. Le 10 avril 2014, le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé par sa résolution 2149 (2014) la création de la Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation des Nations unies en République centrafricaine - RCA (MINUSCA). Le transfert d'autorité de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) à la MINUSCA est prévu au 15 septembre 2014.

Bien que le Tchad n'ait pas donné de calendrier pour son retrait de la MISCA, ce désengagement pose d'emblée la question des effectifs de la future force onusienne, dont le format souhaité par le CSNU est de 12 000 hommes. L'Union européenne (UE) a décidé d'envoyer une force militaire, forte de quelques 800 hommes, mais ils suffiront à peine à compenser le retrait des troupes tchadiennes. La Mauritanie s'est déclarée prête à envoyer des forces militaires en Centrafrique, face à une situation qui « frôle le génocide», selon les termes du président Mohamed Ould Abdelaziz, mais cette déclaration d'intention exprimée au conditionnel par le président mauritanien, n'est assortie d'aucun calendrier, ni d'indication précise quant aux effectifs que le pays pourrait mobiliser. Sans oublier que la participation à une mission de maintien de paix, implique la conformité des troupes proposées aux critères onusiens. L'Afrique du Sud, qui pourrait être sollicitée pour suppléer au départ des Tchadiens, sera immanquablement indisponible en raison de la tenue prochaine d'élections présidentielles sud-africaines et de l'impopularité d'une éventuelle mission en Centrafrique, depuis l'échec de la politique de soutien à François Bozizé, qui s'était soldé par la mort de 13 soldats sud-africains en mars 2013⁴.

Tout ceci limite dramatiquement la liste des pays contributeurs potentiels ou déclarés à la MINUSCA. Toutefois, le retrait du Tchad pourrait aussi s'accompagner d'un redéploiement tactique sur sa zone frontalière, en raison de ses multiples intérêts stratégiques en RCA. De plus, le Nord et le Nord-Est de la RCA, sur lesquels le gouvernement centrafricain de transition voudrait reprendre le contrôle, restent encore des zones sous le contrôle des rebelles de l'ex-Séléka. Le maintien de relations cordiales avec le voisin tchadien semble ainsi la meilleure des options pour garantir l'intégrité territoriale de la RCA. Acteur incontournable de la FOMAC (Force multinationale de l'Afrique centrale) et fin connaisseur du contexte centrafricain, le Tchad a toutefois assuré ses partenaires régionaux de son appui continu à la résolution de la crise, en dépit de sa décision de retrait de la MISCA.

En attendant, la présence de quelque 6 000 hommes de la MISCA, renforcés par 2 000 soldats français de l'opération *Sangaris*, n'a pas encore permis de mettre un terme aux violences meurtrières, ni d'enrayer l'amorce d'une territorialisation du clivage communautaire, avec l'exode des populations musulmanes des régions méridionales du pays. Par ailleurs, le scénario de la tenue prochaine d'élections générales – inspiré de la gestion de la crise malienne – et prévues pour le premier semestre 2015, semble un pari extrêmement risqué dans un contexte d'effondrement des institutions centrales, de faiblesse des partis politiques, de désorganisation de l'économie et de l'État.

* * *

L'auteur

Michel Luntumbue est chargé de recherche au GRIP dans l'axe Conflit, sécurité et gouvernance en Afrique subsaharienne.

Voir aussi : LUNTUMBUE Michel & MASSOCK Simon, [Afrique centrale : risques et envers de la pax tchadiana](#). Note d'Analyse du GRIP, 27 février 2014, Bruxelles.

Notes

1. Selon les déclarations initiales des enquêteurs d'une équipe d'experts des droits de l'homme des Nations unies affirmant que les soldats tchadiens avaient délibérément, sans provocation aucune, tiré sur un marché bondé de civils non armés. Ces déclarations ont été par la suite contredites par l'équipe des observateurs des droits de l'homme de la MISCA.
2. [Note d'Information de la Commission de l'UA sur l'incident survenu à Bangui le 29 mars 2014 et le retrait par la République du Tchad de son contingent au sein de la MISCA](#).
3. [RCA: le Tchad annonce son départ de la MISCA](#)
4. [Zones d'ombre autour de la mort des 13 soldats sud-africains](#), *Jeune Afrique*, 29 mars 2013.